



18 JUIN 2009 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CFSI

Comité Français pour la
Solidarité Internationale

32, rue Le Peletier
75009 Paris - France

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

e.mail : info@cfsi.asso.fr
Site : www.cfsi.asso.fr



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2008 • RAPPORT FINANCIER 2008 • BUDGET 2009

CCP 2327 K PARIS
ASSOCIATION CRÉÉE EN 1960
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

LAURÉAT DU GRAND PRIX
DU HAUT CONSEIL DE LA
COOPÉRATION INTERNATIONALE.
EN 2001 POUR SON PROGRAMME
DE COOPÉRATION AU MALI ET
EN 2007 POUR L'INFORMATION
DU PUBLIC FRANÇAIS.





Rapport Moral

Comité Français pour la
Solidarité Internationale

32, rue Le Peletier
75009 Paris - France

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

e.mail : info@cfsi.asso.fr
Site : www.cfsi.asso.fr

L'actualité impose de situer notre Assemblée Générale dans le cadre de la crise alimentaire annoncée, qui couvait depuis 2007 et a éclaté en ce printemps 2008. La question de long terme que pose cette crise est "comment nourrir 9 milliards d'homme en 2050 ?" Ici le "comment" ne pose pas tant la question de savoir si cela sera possible que de savoir qui produira les aliments nécessaires et comment ils seront distribués. La réponse la plus probable est que la population urbaine, qui représentera alors plus de 60% de la population mondiale, trouvera dans les magasins de la grande distribution les produits des grandes exploitations agroindustrielles. À l'appui de ce scénario : les achats de vastes surfaces de terre en Europe Centrale et de l'Est, au Brésil, en Argentine, en Inde, en Afrique même, achats auxquels contribuent maintenant les investisseurs financiers et la capacité de l'agro-industrie d'obtenir des rendements élevés.

Le scénario que le CFSI souhaiterait voir se développer est celui d'une agriculture familiale capable d'augmenter ses rendements et d'atteindre aussi directement que possible les consommateurs. Ce scénario ne se met pas en place ne serait-ce que parce que la recherche nécessaire ne s'est guère développée et que les moyens de dissémination des techniques culturales économes en intrants ont régressé depuis les années 1960. L'absence ou la faiblesse des politiques agricoles et le retrait relatif depuis des décennies de l'aide publique au développement mettent aujourd'hui un certain nombre d'Etats du Sud, leurs producteurs et leurs consommateurs, en situation de faiblesse pour répondre à la crise alimentaire.

Pour promouvoir notre scénario, il est nécessaire de le partager, entre nous d'abord, avec d'autres acteurs des sociétés civiles du Nord et du Sud, ensuite. Et de faire pression, ensemble, dans des cadres existants et de façon cohérente, sur les gouvernements, les organisations internationales (FAO, FIDA, OMS, OMC, etc.), la Banque Mondiale et les Banques régionales de développement.. Notre légitimité pour ce faire, tient à l'engagement effectif des organisations membres du CFSI, sur le terrain, auprès d'organisations paysannes, de transformateurs agro alimentaires et de consommateurs urbains. Elle est renforcée par notre participation à des alliances claires et fortes avec des regroupements non gouvernementaux, en premier lieu Coordination Sud et, au-delà, Concord, pour partager et faire valoir les positions et assurer une pression efficace sur nos décideurs.

La légitimité produite par l'action des membres ou avec les membres, la citoyenneté induite par les efforts d'information et de sensibilisation, ainsi que la participation collective au débat public, constituent le référentiel du CFSI. En ce sens, votre association est restée fidèle aux orientations qu'elle s'est données il y a neuf ans en constituant une plate-forme pluri acteurs pour une coopération de société civile à société civile, attentive à la mise en place des politiques publiques de développement.



CCP 2327 K PARIS
ASSOCIATION CRÉÉE EN 1960
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

LAURÉAT DU GRAND PRIX
DU HAUT CONSEIL DE LA
COOPÉRATION INTERNATIONALE.
EN 2001 POUR SON PROGRAMME
DE COOPÉRATION AU MALI ET
EN 2007 POUR L'INFORMATION
DU PUBLIC FRANÇAIS.

L'atout du CFSI est sa composition ; il peut définir un objectif et des méthodes qui conviennent à la fois aux ONG de développement, aux collectivités locales, aux producteurs et aux consommateurs qui sont représentés en son sein. Encore faut-il qu'un débat très ouvert s'instaure au CFSI pour que le message qu'il porte ait l'autorité et le poids de ce qui a été mûri entre partenaires aux intérêts différents. Et encore faut-il, aussi, actualiser ce que chacune des organisations membres entend apporter et retirer de la pratique coopérative qui anime le CFSI. J'invite à ce que ces questions soient actualisées et débattues dans les mois à venir.

Même si l'Union européenne ne nous suivra pas en 2009 dans le développement d'**ALIMENTERRE** (mais pourquoi pas en 2010 ?), nous avons entamé avec l'évaluation de cette campagne en 2007 et les réunions d'échange de début 2008, un chantier stratégique dans un dialogue confiant et renouvelé. C'est l'un des cadres évidents du débat que je viens d'évoquer, encore plus évident avec la situation actuelle de crise alimentaire et c'est la raison pour laquelle notre assemblée générale a été précédée d'un séminaire ouvrant le dialogue sur ce sujet. Cette situation nous fait par ailleurs obligation de prendre ensemble de nouvelles initiatives pour faire valoir l'enjeu de relocaliser la production, la transformation et la consommation alimentaire. Des décisions ont été prises dans ce sens en 2008, pour soutenir des actions portées par nos membres et qui vont dans ce sens.

Le renforcement des sociétés civiles et le dialogue entre sociétés civiles et autorités publiques sont essentiels pour que notre réponse à « comment nourrir 9 milliards d'hommes » soit audible et passe. Les PCPA que nous menons en Algérie et au Congo vont exactement dans le sens de ce renforcement et de ce dialogue. J'ai été impressionné la semaine dernière par les témoignages de ce dialogue qu'ont apporté les invités du CFSI venant du Bénin, du Brésil, du Burkina, du Sénégal et, bien entendu, d'Algérie et du Congo. Nous devrions être plus attentifs, dans les années à venir, à motiver les membres du CFSI pour qu'ils profitent en plus grand nombre de ces moments d'échange et qu'on puisse partager l'espoir que ces témoignages m'ont donné en constatant la force de changement que portent, dans leur diversité les partenaires du CFSI et de ses membres.

J'en viens à ma conclusion. Le CFSI est une plateforme qui vit. Cette vie se reflète dans les priorités qui changent, les membres qui partent, ceux qui nous rejoignent avec de nouvelles ambitions. Ambition, c'est le mot clé : le CFSI ne peut avoir d'ambition propre, mais il a celle que ses membres lui demandent de porter. Il nous revient à tous de faire en sorte que ce portage soit pertinent dans un contexte en évolution et cohérent au regard de la diversité de nos organisations membres.

Yves Berthelot
Président



18 JUIN 2009 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CFSI

Comité Français pour la
Solidarité Internationale

32, rue Le Peletier
75009 Paris - France

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

e.mail : info@cfsi.asso.fr
Site : www.cfsi.asso.fr



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2008 • **RAPPORT FINANCIER 2008** • **BUDGET 2009**

CCP 2327 K PARIS
ASSOCIATION CRÉÉE EN 1960
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

LAURÉAT DU GRAND PRIX
DU HAUT CONSEIL DE LA
COOPÉRATION INTERNATIONALE.
EN 2001 POUR SON PROGRAMME
DE COOPÉRATION AU MALI ET
EN 2007 POUR L'INFORMATION
DU PUBLIC FRANÇAIS.



1	<i>Introduction</i>	3
2	<i>Les activités d'Education au développement et de Plaidoyer</i>	5
	2.1 Formation et mobilisation des relais d'opinion	5
	Réseau militant.....	5
	Medias	5
	Des outils à disposition des pôles et relais	6
	2.2 Mobilisation de l'opinion publique	7
	Les activités du réseau ALIMENTERRE en 2008.....	7
	2.3 Bilan général	9
	Mobilisation des relais d'opinion	9
	Mobilisation de l'opinion publique	9
	2.4 Concertation avec les décideurs européens	9
	2.5 Concertation avec les organisations de la société civile	12
	2.6 Médiatisation de la face invisible du développement	13
3	<i>Coopérations internationales</i>	15
	3.1 L'appui aux initiatives des membres	15
	Thématique agriculture et alimentation	15
	Programme Ville-Campagne au Togo	17
	Thématique Économie sociale et solidaire	18
	Programme Formavak à Madagascar.....	18
	Thématique société civile et participation.....	19
	3.2 Montage d'actions mobilisatrices	25
	Thématique agriculture et alimentation	25
	Thématique économie sociale et solidaire	26
	Thématique société civile et participation.....	26
	Partenariat avec le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG)	27
4	<i>Services communs</i>	28
	4.1 Vie associative	28
	4.2 Administration et finances	28
	4.3 Marketing direct	29
	4.4 AGREMENT DU COMITE DE LA CHARTE	29
	4.5 Actions et outils de communication	30
	Informations vers les organisations membres.....	30
	Informations vers les donateurs et sympathisants.....	30
	Communication vers les médias	31
	Campagne ALIMENTERRE	32
5	<i>Perspectives pour l'année 2009</i>	36
	Campagne ALIMENTERRE	36
	Programme Médiatiser la face invisible du développement.....	36
	Les programmes thématiques	36
	L'axe transversal « société civile et participation » (SCP)	37

1 INTRODUCTION

La flambée des prix agricoles et alimentaires de 2007 paraissait s'éteindre provisoirement. L'année 2008 semblait devoir amorcer une pause dans la redoutable hausse des courbes de la faim et de la pauvreté dans le monde, même si l'hypothèse de volatilité durable des prix agricoles rendait une reprise prévisible dans les prochaines années.

Et c'est la crise financière, avec son lourd impact économique et social qui est venu occuper tout l'espace mondial : d'abord les pays riches, puis et par conséquence, les pays pauvres dont l'économie s'est trouvée affaiblie par la récession mondiale.

Au terme de l'année 2008, nous voyons fondre toute chance d'atteindre le 1^{er} objectif du millénaire pour le développement : réduire de moitié l'incidence de la pauvreté et de la faim d'ici 2015. La prévision pour 2009 est une augmentation de près de 100 millions du nombre de ceux qui descendront sous le seuil de pauvreté absolue. La barre du milliard de sous-alimentés sera passée, c'est-à-dire 150 millions de plus qu'en 2007.

L'évidence est bien présente : la régulation des échanges économiques et de l'activité financière reste défailante pour notre propre société comme pour les pays pauvres. Les dégâts sont évidents en France, mais ils sont aggravés dans des sociétés qui ne disposent d'aucun filet de sécurité pour amortir une crise puis l'autre.

Une vision optimiste conduirait à dire qu'on ne peut faire pire et que la période à venir sera celle de la correction des effets négatifs du modèle libéral. On en perçoit des signes, avec la volonté de modifier profondément l'approche des questions agricoles : un consensus se fait sur la nécessité de développer l'agriculture des pays du Sud. Et la volonté de renforcer les régulations s'affiche dans les rencontres internationales.

Mais à y regarder de plus près, rien n'est vraiment acquis. Concernant la question agricole et alimentaire, par exemple, des territoires entiers, au Sud, sont préemptés par des pays plus riches ne se préoccupant que de leur propre sécurité alimentaire. Les projets de mobilisation foncière pour la production d'agro carburants fleurissent. Et l'idée d'une agriculture familiale viable et durable, assurant la souveraineté alimentaire, est insuffisamment partagée.

Dans ce contexte, la mission du CFSI apparaît d'une totale actualité. Sa mission historique de *campagne contre la faim* l'a conduit en 2008 à développer et élargir la mobilisation pour répondre à la hauteur des enjeux. Les avancées sur la mise en place d'un fonds pour l'agriculture et l'alimentation et sur un engagement de la coopération décentralisée vont dans ce sens. La campagne de sensibilisation et d'influence **ALIMENTERRE** a permis d'expliquer les tenants de la « crise alimentaire ». L'appui à des organisations paysannes et de consommateurs, au sud, leur a donné l'occasion de se faire mieux entendre des citoyens et des gouvernants. Pour chacune de ces activités, le conseil de direction et l'équipe exécutive ont cherché systématiquement à leur donner une prolongation en 2009, de façon à inscrire l'action du CFSI dans la durée.

Simultanément, le CFSI a poursuivi son développement sur des activités plus récentes, en phase avec ses engagements et son identité.

L'engagement sur la question de la formation professionnelle et de l'insertion par l'économie des jeunes date de 2002. Il répond à un enjeu évident d'adapter la formation à l'entrée dans l'activité économique, notamment pour tous ceux qui sont d'une façon ou d'une autre exclus du système scolaire. L'année 2008 a été mise à profit pour monter un programme ambitieux, dont le soutien par l'AFD a été confirmé. Ce sera l'occasion, pour les années suivantes, de tirer les leçons d'actions de terrain exemplaires menées par deux de nos membres (ESSOR et GRET). La question de la formation professionnelle pour les jeunes en milieu rural est d'une grande actualité et demande à être partagée avec l'Union nationale des maisons familiales rurales.

Les *programmes concertés pluri acteurs*, instruments mis au point en lien étroit entre le ministère des Affaires étrangères et européennes et les ONG, font directement écho à l'identité

du CFSI. Le CFSI est l'une des rares organisations françaises assurant une mobilisation opérationnelle *pluri acteurs*, avec les collectivités territoriales (CUF) et les syndicats (CGT). Notre association s'est trouvée assez naturellement engagée dans cet instrument innovant d'appui aux sociétés civiles du Sud. En Algérie, cette initiative a été préparée depuis 2002, *via* un programme de formation d'agents de développement local soutenu par le CFSI. Elle a désormais pris toute son ampleur et mobilise près de 70 associations et collectivités territoriales algériennes et françaises engagées sur les questions de l'enfance et de la jeunesse, avec la participation très active de Cités Unies France, de Batik international et du GRET, membres du CFSI. Au Congo, le PCPA mis en place en 2008 a été précédé d'un programme préalable, Dialogue citoyen. Désormais, près de 50 organisations s'y mettent en réseau pour agir et se coordonner sur différentes questions liées à la lutte contre la pauvreté, avec la participation de la CGT, de Syfia international et du GRET, membres du CFSI. Un nouveau projet, concernant l'appui au Conseil national des OSC de Guinée (Conakry) a été identifié à l'automne 2008 pour être démarré en 2009, dans le contexte mouvementé du coup d'État consécutif au décès du président Conté. Ce projet, stratégique pour notre partenaire CNOSCG, devrait pouvoir mobiliser plusieurs de nos organisations membres.

Le développement de toutes ces activités s'est accompagné d'une croissance des moyens financiers. Nos donateurs constituent un socle fidèle, grâce auxquels ce développement est rendu possible. Nous leurs en sommes redevables et faisons des efforts significatifs pour leur rendre compte de nos activités et de l'usage que nous faisons de leurs dons. Le Comité de la Charte veille, comme c'est son rôle, à ce que nous soyons à la hauteur de la confiance des donateurs. Il nous a exprimé sa satisfaction. Le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a soutenu nos diverses propositions, l'Union européenne aussi (PCPA Congo, projet Togo, programme d'éducation au développement sur *Médiatiser la face invisible du développement*), à l'exception de notre proposition d'un nouveau programme triennal pour **ALIMENTERRE** (présenté à nouveau en 2009). Le transfert de l'appui aux ONG du MAEE vers l'AFD ne présente pas de difficultés pour 2009. En revanche, les modalités générales de l'appui de l'AFD aux ONG à partir de 2010 doivent faire en 2009 l'objet d'une vaste négociation, dont on ne connaîtra les résultats que durant le second semestre.

L'équipe du CFSI, constituée désormais de 11 personnes, a évolué en 2008. Les deux responsables du pôle de coopération internationale (Christophe Lebègue et Nathalie Schnuriger) ont quitté l'équipe pour des raisons personnelles et ont été remplacés au cours de l'année (Agnès Belaid et Delphine Arnould). L'équipe administrative a été consolidée (Véronique Ancelin et Saskia Arndt) pour répondre au besoin croissant de l'activité et à son évolution. La direction a été remaniée : Jean-Louis Vielajus, délégué général, assurant une fonction de direction stratégique en parallèle de son mandat de président de Coordination Sud, effectif depuis début janvier 2009, et Anne-Françoise Taisne, déléguée générale adjointe, assurant une fonction de direction opérationnelle. Toutes les décisions liées à l'activité ou à l'organisation ont été prises par le Bureau ou le Conseil de direction, instances associatives très régulièrement réunies tout au long de l'année.

L'année 2009 a démarré avec de nouvelles perspectives de croissance de l'activité, en cohérence avec les missions du CFSI. Elles portent l'espoir de donner quelques éléments de réponse aux conséquences qui secouent le monde et qui mettent à mal le quotidien et la dignité de tant d'hommes, de femmes et d'organisations avec qui nous coopérons au sud.

Jean-Louis Vielajus
Mai 2009

2 LES ACTIVITES D'EDUCATION AU DEVELOPEMENT ET DE PLAIDOYER

2.1 Formation et mobilisation des relais d'opinion

La campagne ALIMENTERRE s'adresse à deux types de relais : les réseaux militants et les médias.

Réseau militant

La mobilisation est assurée par l'intermédiaire de « pôles régionaux » ou de « relais locaux » ALIMENTERRE. Selon leur nature et leurs capacités, ceux-ci ont une envergure d'action à l'échelle d'une région, d'un département ou d'une ville.

En 2008, le CFSI a assuré ainsi un rôle d'appui et de dynamisation du réseau des organisations participant à la campagne ALIMENTERRE, au travers des opérations suivantes :

- les rencontres nationales du réseau ont réuni les pôles et relais de la campagne ALIMENTERRE quatre fois dans l'année ;
- un stage de formation des pôles et relais a été organisé en Auvergne en juin 2008 ;
- des formations décentralisées de militants ont été réalisées pour s'assurer de la bonne appropriation de la thématique de campagne ;
- des interventions d'experts ont été proposées à dix reprises lors de conférences ou projections-débats organisées par les pôles et relais ou par des structures extérieures ;
- un appui financier a été apporté dans le cadre de l'appel à projets ALIMENTERRE. Au total, 17 pôles et relais ont répondu à cet appel et 20 000 euros ont été attribués ;
- la venue de cinq partenaires du Sud a été organisée. Représentants d'organisations professionnelles paysannes, de groupements féminins ou d'ONG locales, ces partenaires ont apporté leur témoignage et leur expertise lors de la participation aux animations de campagne ALIMENTERRE ou à l'occasion du Festival de films.

Au total, **21 pôles et relais ALIMENTERRE**, en province ou en banlieue parisienne, deux réseaux nationaux étudiants et le CFSI ont coordonné des actions dans le cadre de la campagne ALIMENTERRE 2008. L'ensemble de ces acteurs ont mobilisé eux-mêmes **232 organisations locales pour relayer la campagne**.

Medias

298 parutions ont été obtenues dans la presse locale, régionale, nationale ou sur Internet (*source : Argus de la presse*). Le tableau ci-dessous détaille la répartition de ces parutions selon le type de supports. Ces résultats sont le double de ce qui avait été atteint l'an dernier (167 parutions). Les retombées identifiées sur Internet sont très en deçà de la réalité. Si l'on prend en compte le seul Festival de films ALIMENTERRE, une recherche qualifiée fin novembre sur Google a montré que cet événement avait été référencé plus de 22 400 fois sur Internet.

Type de support	Nombre	%
INTERNET	87	29%
PRESSE NATIONALE	44	15%
bimestrielle et trimestrielle	9	3%
Mensuelle	16	5%
Hebdomadaire	12	4%
Quotidienne	7	2%
PRESSE REGIONALE	167	56%
trimestrielle, bimestrielle et mensuelle	6	2%
Bi hebdomadaire et hebdomadaire	44	15%
Quotidienne	117	39%
Total	298	100%

Notre information concernant la diffusion radio s'appuie uniquement sur les retours que les pôles et relais ALIMENTERRE ont communiqués. Ainsi, la participation à une trentaine d'émissions ou interviews sur des radios locales ou régionales a été acquise. Enfin en télévision, plusieurs passages sur une chaîne nationale d'information et deux séquences ont été obtenues sur des chaînes locales ou régionales.

Des outils à disposition des pôles et relais

Dans le cadre de la campagne, le CFSI a assuré la création d'outils de communication, d'information et de sensibilisation ainsi que leur diffusion auprès des pôles et relais de campagne. Affiche de campagne, affiche Festival, dépliant et *flyer* Festival sont les principaux outils de communications créés, en support à l'organisation des animations.

Les outils d'information et de sensibilisation développés ont été les suivants :

Outil	Objectif	Public	Quantité imprimée	Quantité diffusée au 31/01/09
Un numéro spécial d'Alternatives Economiques	Proposer une analyse de la crise alimentaire récente, l'état de la faim dans le monde et proposer des solutions concrètes autour de l'agriculture familiale	Grand public	8 000	6 000
Recueil de témoignages Sud « De la fourche à la fourchette »	Proposer au travers de projets de terrain, des illustrations de production, transformation et consommation alternatives issues de pays du Sud.	Grand public	6 000	5 600
Recueil d'outils pédagogiques	Réaliser des jeux et animations auprès de scolaires sur le thème de la faim dans le monde	Enseignants, animateurs	6 000	1 000

Dépliants de campagne ALIMENTERRE	Sensibiliser sur l'enjeu alimentaire au niveau mondial et la nécessité d'adopter des pratiques de production, transformation et consommation alternatives	Grand public	30 000	26 000
Badges ALIMENTERRE	Véhiculer le logo d'ALIMENTERRE et garder un souvenir à l'issue d'une animation	Scolaires	40 000	23 000
Enquête sur les modes de production, transformation et consommation alternatifs en France	Dresser un état des lieux et analyser les pratiques alternatives en matière de production, transformation et consommation	Militants et professionnels	300	100

Il est à noter que certains outils, moins « périssables » ont été créés avec un objectif de diffusion régulière et continue, c'est notamment le cas du recueil d'outils pédagogiques et des badges ALIMENTERRE.

Des outils de soutien à la mobilisation ont enfin été créés :

- un manuel de campagne à destination des militants ;
- un dossier de partenariat du Festival de films ;
- un communiqué de presse et un dossier de presse.

2.2 Mobilisation de l'opinion publique

Les activités du réseau ALIMENTERRE en 2008

Le thème de la campagne ALIMENTERRE 2008 était : « Produire, transformer et consommer autrement au Nord comme au Sud ».

Les événements organisés pour le promouvoir ont été nombreux et très variés : l'organisation de 6 marchés alimentaires et solidaires, la tenue de stands d'information lors de 33 marchés ou foires, la réalisation de 60 animations pédagogiques en milieu scolaire, l'organisation de 149 projections de films, débats ou conférences, dont 97 projections-débats dans le cadre du Festival de films ALIMENTERRE, l'organisation de 22 opérations de type goûters, petits-déjeuners ou déjeuners solidaires, la tournée de l'exposition « ALIMENTERRE, des paysans contre la faim » dans 5 lieux, l'utilisation de l'exposition de 9m2 « La faim dans le monde » à 22 reprises par des structures diverses et enfin l'organisation de 24 formations de militants de campagne.

Au total, 324 actions ont ainsi été conduites (contre 247 en 2007). 70 % d'entre elles ont visé le grand public et 30 % ont touché un public scolaire ou étudiant. Les 24 formations sur le thème de la campagne ont rassemblé près de 600 militants associatifs, chargés d'expliquer, de relayer et de coordonner la campagne auprès de leur propre réseau.

Le CFSI s'est investi en propre dans 5 opérations en direction du public :

- un débat intitulé « *Développement de la faim : l'Afrique peut-elle se nourrir elle-même et comment ?* », a été organisé le 16 octobre 2008 à Paris, en lien avec Cités Unies France. Destiné aux professionnels des questions agricoles et du développement travaillant au sein des organisations de solidarité internationale et de la coopération décentralisée, il s'est articulé autour de trois tables rondes : la première avait pour objectif de faire le point sur la question des prix agricoles et de leur impact sur la faim en Afrique subsaharienne ; la seconde visait à présenter

différentes pistes d'actions concrètes pour la coopération décentralisée en matière de soutien à l'agriculture ; la troisième s'est enfin centrée sur la question des acteurs à mobiliser au sein des territoires. Une centaine de personnes a participé à cette journée ;

- la projection d'une séance du Festival de films ALIMENTERRE « *OGM, en quoi ça gêne ?* » a été organisée au cinéma l'Escurial à Paris, le 23 novembre 2008. Cette séance a réuni 180 personnes ;
- le livret « ALIMENTERRE, des paysans contre la faim », initialement créé pour accompagner l'exposition du même nom, a été diffusé avec le DVD du film « *We feed the world* », édité à 10 000 exemplaires. Cette diffusion s'est inscrite dans le cadre d'un partenariat avec les Editions du Montparnasse ;
- la participation à la Biennale de l'Environnement à Bobigny du 25 au 28 septembre 2008 s'est traduite par la tenue d'un stand d'information CFSI et par la visite guidée de la petite exposition de 8 panneaux « *La faim dans le monde* » par 22 groupes scolaires de niveau primaire et collège, soit 260 élèves. Environ 300 personnes supplémentaires (étudiants, professionnels, grand public) ont fréquenté le stand, visité librement l'exposition et sollicité de la documentation, lors de ces quatre jours ;
- l'exposition « ALIMENTERRE, des paysans contre la faim » a séjourné à l'Agence française de développement, en lien avec l'organisation d'une conférence échange entre Organisations de la société civile (OSC) et la coopération française (AFD et MAEE) autour de la politique française de coopération internationale en matière d'agriculture. Ce débat intitulé « *Comment lutter durablement contre la faim ?* » a réuni une soixantaine de professionnels ;
- le CFSI s'est enfin très fortement impliqué dans la création, la coordination et le suivi-évaluation de la première édition nationale du Festival de films ALIMENTERRE. Le Festival a consisté en la projection de films documentaires suivie de débats associant des experts portant des opinions ou des positions complémentaires ou divergentes sur les sujets traités. Un programme de quatre séances thématiques a été défini :

« **Paysannerie dévastée, l'humanité en danger ?** »

Deux films programmés : « *La vache numéro 80 a un problème* » de Dirk Barrez suivi de « *Faim des paysans : les labours du futur* » de Clément Fonquernie et Piet van Strombeek

« **Manger ou conduire, il faut choisir ?** »

Un film programmé : « *Du sucre et des fleurs dans nos moteurs* » de Jean-Michel Rodrigo

« **OGM : en quoi ça gêne ?** »

Un film programmé : « *Le Monde selon Monsanto* » de Marie-Monique Robin

« **De la fourche à la fourchette, le règne de l'agrobusiness ?** »

Un film programmé : « *L'Assiette sale* » de Denys Piningre

Une vingtaine d'organisateur·s se sont emparés de la manifestation. Certains ont projeté l'ensemble de sa programmation dans un même cinéma. D'autres ont organisé un festival itinérant en projetant chacune des séances dans une localité différente d'un département ou d'une région. D'autres enfin ont organisé des « séances uniques », en direction du grand public ou d'élèves en lycées agricoles. Au total, 97 projections-débats mobilisant plus de 100 intervenants, ont été organisées dans 57 villes en France.

2.3 Bilan général

Mobilisation des relais d'opinion

La mobilisation 2008 a été satisfaisante, en hausse par rapport à 2007. Le retour à une plus forte visibilité de la marque ALIMENTERRE et à une stratégie plus axée sur l'éducation au développement (et non des campagnes de pétition) a facilité la mobilisation militante. Ainsi la campagne a été jugée accessible et facile à relayer. Fortement couverte par les médias, la crise alimentaire survenue en avril 2008 a donné une résonance particulière à la campagne, même si en octobre-novembre, l'attention médiatique était définitivement accaparée par la crise économique et financière.

Avec la première édition décentralisée du Festival de films, le CFSI a réussi son pari, qui consistait à définir un programme resserré de films et à poser des règles de programmation, de projection et de débat, communes à tous. Le Festival a entraîné l'adhésion à ALIMENTERRE et la participation de plusieurs nouvelles structures. Il a amélioré la visibilité et l'image d'ALIMENTERRE. Il a suscité la concrétisation de nouveaux partenariats locaux. Il a enfin permis une mise en débat de questions d'actualité et la confrontation de points de vue divergents au cours des nombreux débats organisés.

Mobilisation de l'opinion publique

Au total, **88 600 personnes** en France ont donc été sensibilisées, informées et mobilisées par ALIMENTERRE 2008 (en progression de +84 % par rapport à 2007).

8 200 personnes ont participé au Festival de films dont plus de 5 500 personnes en grand public et près de 2 700 élèves, majoritairement scolarisés en lycées agricoles. Une enquête auto-administrée a été conduite auprès de 1 555 spectateurs. Selon les résultats, 97 % d'entre eux se sont déclarés satisfaits (dont 44 % « très satisfaits ») de la séance à laquelle ils ont pris part.

2.4 Concertation avec les décideurs européens

L'année 2008 marque une montée en puissance du CFSI en matière de plaidoyer, en partenariat avec SOS Faim Belgique et Luxembourg (consortium européen ALIMENTERRE). Le CFSI a progressivement fait le choix d'une approche spécifique centrée sur la cohérence des politiques européennes par rapport au Droit à l'alimentation, au développement d'agricultures familiales durables et de la souveraineté alimentaire. Cette approche servira de fil conducteur aux actions de plaidoyer pour les prochaines années (2009-2012).

Études préparatoires au séminaire de Luxembourg

3 études ont été commanditées par le consortium européen ALIMENTERRE. Elles avaient pour but de nourrir la réflexion et les positions élaborées lors du séminaire international à Luxembourg (cf. ci-dessous). Elles portaient sur les conséquences de la hausse des prix sur les filières lait au Niger, au Sénégal et dans l'Union européenne (surtout en France et en Pologne).

Ces études ont circulé au sein de différents réseaux et ont été mises à disposition sur les sites Internet du CFSI et de SOS Faim. Un résumé d'une dizaine de pages a été communiqué lors des rencontres avec les décideurs politiques des 7 et 8 octobre 2008 à Paris, Bruxelles et Luxembourg (voir infra). Les chercheurs présents au séminaire ont présenté les résultats des études ce qui a facilité leur appropriation par les participants aux séminaires internationaux.

Séminaire international au Luxembourg

Le séminaire intitulé « Pour des politiques européennes cohérentes en faveur d'une agriculture paysanne durable au Sud » s'est déroulé du 2 au 8 octobre 2008 à Luxembourg. Des déplacements ont ensuite eu lieu à Bruxelles et à Paris.

Une quarantaine de participants ont contribué aux travaux. Ils représentaient principalement des organisations paysannes et des associations de solidarité internationale du Burkina Faso, du Niger, du Sénégal, de Pologne, de République Tchèque, de Belgique, de France et du Luxembourg.

Le séminaire s'est concentré sur les objectifs suivants :

- approfondir les connaissances réciproques des systèmes de production agricole en Afrique de l'ouest et du centre, en Europe occidentale et en Pologne, en portant une attention particulière à la situation de l'agriculture familiale ;
- favoriser les échanges entre les participants et des décideurs politiques sur les enjeux d'une agriculture et d'une alimentation durables et solidaires ;
- contribuer au rapprochement des points de vue sur les mesures politiques nationales, régionales et internationales à promouvoir afin de renforcer des agricultures familiales durables, notamment dans le cadre d'une stratégie de lutte contre la sous-alimentation et la pauvreté.

Le séminaire a alterné visites de terrain, conférences-débats, travaux en groupes et actions de plaidoyer.

Le séminaire de Luxembourg clôt un cycle de 3 ans. Après un séminaire centré sur le débat avec, comme nouveauté, la participation d'organisations de la société civile polonaises (Cameroun, 2006), les participants au séminaire de Lublin (Pologne, 2007) avaient manifesté leur volonté de formaliser le consensus établi lors du séminaire (déclaration de Lublin) et de renforcer la place du dialogue avec les décideurs politiques. Le séminaire de Luxembourg a tenu compte de cette volonté et a, d'après l'évaluation externe du séminaire, bien répondu aux attentes. Il a permis l'adoption d'un Appel pour les politiques européennes cohérentes avec la lutte contre la faim dans le monde et la défense d'agricultures paysannes durables.

Rencontres avec des décideurs politiques pour promouvoir l'Appel de Luxembourg

L'Appel, traduit en anglais et en polonais, a servi de support à des rencontres au Parlement européen et, au niveau national, à des rendez-vous à l'occasion de l'élaboration des programmes des partis politiques pour les élections européennes de juin 2009.

Rencontres au Parlement européen et à la commission le 7 octobre :

Le CFSI et SOS Faim ont organisé 3 rencontres :

- audition des organisations paysannes africaines, à la Commission « Développement » du Parlement européen, animée par M. Borell, Président de la Commission. Cette audition a permis aux leaders paysans de témoigner de leurs réalités ainsi que de présenter leurs analyses et propositions. Un échange avec la salle a eu lieu, entre autres sur les APE, la crise alimentaire, le besoin de régulations et de politiques agricoles ;
- Rendez-vous avec M. Helmut Markov, Président de la commission du commerce extérieur du Parlement européen avec la participation de leaders d'organisations paysannes du Niger et du Burkina Faso.
- Réunion entre des responsables d'organisations paysannes africaines et M. Mikos (directeur de l'unité B2/DG Dev) et M. Contel, sur le rôle et l'implication des organisations paysannes dans les processus de décisions sur les questions relatives à l'agriculture et à l'alimentation.

Rencontres à l'occasion de l'élaboration des programmes pour les élections européennes le 8 octobre :

Une délégation incluant quatre représentants africains, a rencontré les cinq principaux partis politiques français:

- MODEM : Bernard Lehideux, (député européen, membre de l'Assemblée Parlementaire paritaire UE-ACP, membre suppléant de la commission développement et ancien vice-président de cette commission. Il est chargé de la partie « développement » du programme du MODEM pour les élections européennes) ;
- PCF : Daniel Cirera et Marie-Pierre Boursier (membres du Conseil national du PCF chargés respectivement de l'Europe et de l'Afrique) et Jean-Claude Mairal, vice-président du Conseil régional Auvergne, membre de la Commission nationale de la coopération décentralisée et président du CIDEV, centre de formation des élus communistes ;
- PS : Pierre Kanuty (permanent coordonnant le secteur international du PS). Compte tenu du fait qu'en octobre 2008, le PS préparait son congrès, il n'a pas été possible de rencontrer ses responsables politiques ;
- Les Verts : Maria Portugal (déléguee à l'environnement, à l'agriculture, à la mer et à la santé, membre du Conseil exécutif des Verts) et Constantin Fédorovsky, permanent chargé, notamment, des questions européennes ;
- UMP : Olivier Ubéda (délégué aux Affaires européennes de l'UMP), Magali Balent (déléguée aux relations internationales hors Europe) et Alexis Degouy (conseiller de Michel Barnier, responsable de l'élaboration du programme de l'UMP pour les élections européennes et Ministre de l'agriculture).

Suite à ces rendez-vous, les résultats suivants ont été constatés : les Verts ont apporté leur soutien à l'Appel. Le PS, le Modem et le PCF ont rédigé une réponse détaillée. L'UMP s'est engagé à adresser la sienne, mais 6 mois après le rendez-vous, le CFSI n'avait toujours rien reçu. L'importance du soutien à l'agriculture dans les pays du Sud fait consensus mais la place de l'agriculture familiale est inégalement reconnue. Le principe de souveraineté alimentaire bénéficie d'un soutien croissant. En revanche, la majorité des partis reste ambiguë quant à la question de la suppression des subventions aux exportations agricoles européennes.

SOS Faim a mené des actions similaires vis-à-vis des partis belges et luxembourgeois.

Séminaire national en France

Le 19 juin 2008, le CFSI a organisé un séminaire d'une demi-journée intitulé : « Nourrir le monde en 2050 : oui mais comment ? » avec l'entrée spécifique suivante : « Territoires et souveraineté alimentaire ». Nous cherchions à mutualiser les expériences entre collectivités territoriales et organisations de la société civile et à favoriser l'établissement de liens entre ces deux familles d'acteurs.

Suite à ce séminaire, le CFSI et CUF ont décidé de renforcer leur collaboration pour sensibiliser les responsables de la coopération décentralisée aux enjeux agricoles et alimentaires en Afrique et encourager les collaborations entre collectivités territoriales et organisations de la société civile. Cela s'est traduit par l'organisation d'une journée de débats : « Développement de la faim : l'Afrique peut-elle se nourrir elle-même et comment ? », le 16 octobre 2008, et par le lancement d'une étude visant à capitaliser les expériences de coopération décentralisée dans les domaines agricoles et alimentaires.

Autres activités de plaidoyer

- remise des pétitions de la campagne 2007 (« Lait, ne tarissons pas la source africaine ») en faveur d'APE plus favorables au développement ainsi que d'une aide plus importante et de meilleure qualité en faveur du secteur agricole : en juin 2008, le CFSI et deux responsables d'OSC africaines ont rencontré Marc Châtaigner, directeur de cabinet du Ministre de la coopération ;
- participation au pilotage de la campagne « l'agriculture est malade, soignons la PAC » aux côtés du CCFD, de la Fédération Artisans du Monde, des Amis de la Terre, de la Confédération Paysanne, de Peuples Solidaires et d'ATTAC. Cette campagne visait une meilleure prise en compte des intérêts des agriculteurs du Sud à l'occasion du bilan de santé de la PAC. Dans ce cadre, le CFSI a pris en charge l'organisation de rencontres avec des représentants des groupes UMP (Assemblée nationale) et socialiste (Assemblée nationale et sénat) ;

Participation, dans le cadre d'une action collective de Coordination Sud aux rencontres suivantes :

Février :

- atelier sur la PAC et les PED, organisé par la DG Développement de la Commission européenne ;
- audition par Hervé Gaymard, président du groupe d'étude de l'Assemblée Nationale sur la PAC ;

Mars :

- rencontre avec Michel Barnier, Ministre de l'agriculture et présentation du texte de position de Coordination Sud sur la PAC ;

Mai :

- audition par Christiane Taubira, députée, chargée par le Président de la République d'un rapport sur les APE ;
- rencontre avec Bernard Kouchner (Ministre des Affaires étrangères et européennes) et Michel Barnier autour du projet français de partenariat mondial pour la sécurité alimentaire ;

Décembre :

- rencontre avec des conseillers du commissaire chargé de l'agriculture à la CE-DEAO.

2.5 Concertation avec les organisations de la société civile

Le séminaire de Luxembourg a constitué un des principaux temps fort de concertation du projet. Par ailleurs, nous avons approfondi le dialogue avec des organisations polonaises. Depuis les premiers contacts noués en 2005 et les séminaires internationaux de Yaoundé, Cameroun (2006) et Lublin, Pologne (2007), on constate une montée en puissance des OSC polonaises sur les enjeux agricoles et alimentaires dans les pays du Sud. Outre une participation aux débats, nos interlocuteurs polonais commencent à mener les actions suivantes :

Participation aux débats sur le droit à l'alimentation, la souveraineté alimentaire et la défense d'agricultures durables en Afrique :

- une représentante de PAH (Action humanitaire polonaise) s'est rendue à l'université d'été de la solidarité internationale à Nantes, en juillet 2008, pour partager son expérience en matière d'éducation au développement avec celles des participants français ;
- le membre du bureau de SOLIDARNOSC des agriculteurs chargé des relations internationales ainsi que trois responsables du Club écologique polonais (PKE), du

Réseau vert polonais (PZS) et du Centre des relations internationales (CSM) ont participé au séminaire international de Luxembourg.

Actions d'information en Pologne : PAH, avec l'appui de SOS Faim et du CFSI, a réalisé les documents suivants :

- dossier sur le développement paru dans Rzeczpospolita, un des principaux quotidiens polonais, en décembre 2008 avec un article du CFSI sur la souveraineté alimentaire et la question de la cohérence des politiques européennes ;
- dossier sur la crise alimentaire paru en décembre 2008 dans l'édition polonaise du Monde Diplomatique ;
- traduction d'articles de Dajaloo (SOS Faim) pour le site Internet de PAH ;
- PZS, CSM, SOLIDARNOSC des agriculteurs et PKE ont diffusé l'Appel de Luxembourg au sein de leurs organisations respectives. SOLIDARNOSC, dont le président est également sénateur et président de la commission « agriculture » du Sénat a diffusé l'Appel à l'ensemble des parlementaires polonais.

Elaboration d'un projet de sensibilisation de l'opinion publique et des décideurs polonais en partenariat avec le CFSI. En décembre 2008, PKE, PZS, associés à PAH, ont décidé d'aller plus loin et d'élaborer avec le CFSI un projet d'éducation au développement pour la période 2009-2012, ciblant les consommateurs, les agriculteurs et les décideurs politiques (dont les élus polonais au Parlement européen). SOLIDARNOSC et CSM participeront à certaines activités en direction des décideurs.

Autres actions du CFSI

Le CFSI continue à assurer l'animation de la commission agriculture et alimentation (C2A) de Coordination Sud, la plate-forme des ONG françaises de développement. La C2A a travaillé sur trois dossiers principaux dont le fil conducteur commun est la promotion de la souveraineté alimentaire et d'agricultures familiales durables :

- la crise alimentaire et la concertation avec les autorités françaises dans le cadre du Groupe interministériel pour la sécurité alimentaire (GISA) en vue de la mise en place d'un partenariat mondial sur ce thème ;
- la prise en compte des intérêts des pays du Sud lors du bilan de santé de la PAC ;
- la négociation d'APE véritablement au service du développement des pays ACP.

Le CFSI a également participé aux travaux du réseau PAC2013, qui regroupe des organisations paysannes, de défense de l'environnement, de solidarité internationale et des associations de ruraux. Il a contribué à l'élaboration de positions communes en veillant à la prise en compte des intérêts des agricultures familiales et du droit à l'alimentation des populations du Sud. Il a également participé à des actions communes de plaidoyer lors de rencontres avec M. Michel Barnier, ministre de l'agriculture. Par ailleurs, PAC2013 participe aux réseaux européens des plates-formes pour la souveraineté alimentaires.

2.6 Médiatiser la face invisible du développement

La sensibilisation du public européen par les ONG aux enjeux de développement emprunte le plus souvent deux voies très différentes : la mise en valeur de réalisations concrètes (adduction d'eau, centre de santé, etc.) ou la réalisation de campagnes d'information sur de larges problématiques (éducation, faim, etc.). Toutefois, beaucoup d'ingrédients du développement restent invisibles et en particulier le rôle joué par les acteurs locaux.

Associations, ONG, syndicats, groupes de consommateurs, ces organisations non étatiques sont très nombreuses et très diverses. Résultat d'un engagement quotidien, d'une action efficace, d'une connaissance des situations et des populations locales, certaines de ces organisations ont gagné des batailles sur la pauvreté et sur les inégalités. Mais au-delà de quelques

exemples symboliques, bien peu réussissent à percer dans les médias. Or leur crédibilité est un point critique, tant aux yeux de l'opinion internationale et qu'à ceux de leur propre opinion nationale.

Le CFSI réalise un projet triennal qui vise à accroître la médiatisation de cette « face invisible du développement ». Celui-ci consiste en deux actions principales :

- la réalisation et la diffusion de trois films documentaires sur des mobilisations exemplaires de la société civile du Sud contre la pauvreté et les inégalités ;
- l'organisation de séminaires sur ce thème, visant à réunir des personnalités de pays du Sud, des professionnels des media et de la réalisation de documentaires.

Cette année 2008 a tout d'abord été consacrée à une meilleure appréhension du secteur audiovisuel de production de documentaires. Ainsi, cinq rendez-vous ont été organisés avec des réalisateurs ou producteurs de documentaires. A l'issue de ces rendez-vous, il est apparu raisonnable pour cette première année d'accompagner la création de plusieurs documentaires déjà engagés et malgré tout dans la thématique du projet, plutôt que de tout miser dans l'urgence sur un seul documentaire. Un appel d'offres a ainsi été lancé, avec comme critère primordial la mise en avant d'initiatives de la société civile du Sud. Trois projets de documentaires, plus ou moins avancés, ont ainsi été retenus. Le premier « Villa El Salvador, les bâtisseurs du désert » est réalisé et produit par Jean-Michel Rodrigo (Mécano Productions). Utilisant des images d'archive étonnantes, il raconte la création d'une cité en plein désert, par la simple volonté d'une communauté fondée sur la solidarité, le partage et la fraternité. Le second documentaire, très actuel, dépeint la mobilisation de la société civile algérienne au travers de l'expérience des membres du PCPA Algérie. Il a été réalisé par la réalisatrice Habiba Djahnine. Le dernier film porté par le réalisateur et producteur Denys Piningre, concerne l'action de structures associatives et paysannes en faveur de la souveraineté alimentaire au Cameroun. Le tournage est prévu en 2009.

3 COOPERATIONS INTERNATIONALES

3.1 L'appui aux initiatives des membres

Thématique agriculture et alimentation

La « crise alimentaire » qui s'est installée en 2008 a conduit les instances du CFSI à prendre deux décisions :

- **augmenter**, par rapport aux années précédentes, **l'enveloppe de l'appel**, en le portant à 125 000 € ;
- engager des démarches auprès de bailleurs privés et publics, pour **constituer un fonds de concours** mieux doté financièrement et à caractère pluriannuel. De façon à constituer une base consistante de projets pour ce fonds, le secrétariat du CFSI a incité ses organisations membres à déposer plusieurs demandes

Au total, 13 organisations membres ont présenté 30 projets.

Porteur	Pays	Intitulé	Financement demandé
AFDI	Burkina	Accès au marché des transformatrices de riz des périmètres irrigués	2 500 €
AFDI	Burkina	Mieux gérer pour mieux se nourrir: conseil à l'exploitation familiale, une approche paysanne de la gestion	12 500 €
AFDI	Madagascar	Développement de la filière "miel"	4 000 €
AFDI	Mali	Développement de l'agriculture familiale marchande	5 300 €
Agir ABCD	Mauritanie	Projet d'exploitation agricole de la zone irriguée	35 400 €
Agir ABCD	Paraguay	Soutien aux familles monoparentales dans les bidonvilles	9 020 €
Agrisud International	Cambodge	Agriculture périurbaine et approvisionnement de la ville de Pursat	12 419 €
CIEPAC	Bénin	Appui à la formation et à l'installation de jeunes agriculteurs	36 750 €
ECHOPPE	Togo	Des semences pour la vie : multiplication de semences en milieu villageois	25 000 €
ECHOPPE	Togo	Dynamique d'économie solidaire ville-campagne autour de la filière arachide	25 000 €
ECHOPPE	Togo	Implantation du programme ville-campagne dans la Kara	25 000 €
Électriciens sans frontières	Madagascar	L'eau et la lumière, un nouveau départ pour Essalo	15 275 €
Électriciens sans frontières	Sénégal	Kaydara, jardins d'Afrique	56 000 €
Élevages sans frontière	Bénin	Programme d'appui à l'élevage familial	37 500 €

Porteur	Pays	Intitulé	Financement demandé
Essor	Cap Vert	Sécurité alimentaire dans la municipalité	50 000 €
Essor	Mozambique	Développement de l'agriculture urbaine et périurbaine	150 000 €
Essor	Mozambique	Formation agricole et sécurité alimentaire pour les femmes	50 000 €
GERES	Afghanistan	Sécurité alimentaire et valorisation des productions agricoles en zone froide grâce au stockage amélioré	25 000 €
GERES	Niger	Femme et égrainage mécanique du mil / phase d'immersion	42 000 €
GRDR	Mali	Projet d'appui à l'activité maraichère – année 2	9 985 €
GRDR	Mauritanie	Opération pilote de crédit stockage	12 470 €
GRDR	Sénégal	Appui aux comités villageois du Blouf pour une gestion pérenne des magasins de semence	25 000 €
GRET	Burkina Faso	Programme de lutte contre la malnutrition	250 000 €
GRET	Burkina Faso	Projet d'appui à la structuration de la filière « beurre karité »	37 500 €
GRET	Cambodge	Appui aux producteurs de produits traditionnels pour la valorisation de leurs produits en indication géographique	
GRET	Éthiopie	Projet d'appui au développement agricole et à la structuration des organisations de producteurs (PADASOP)	299 136 €
GRET	Sénégal	Projet d'appui à la transformation et à la valorisation du lait au Sénégal (PROLAIT)	
Misola	Niger	Un meilleur accès à des compléments alimentaires	37 500 €
Secours populaire	El Salvador	Consolider les capacités d'autogestion de 17 communautés paysannes afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus de la population locale	37 500 €
Secours populaire	Kosovo	Soutien alimentaire par l'installation de serres agricoles pour les familles en situation de grande pauvreté	12 500 €

Compte-tenu de l'enveloppe disponible et dans un souci d'équité appliqué les années précédentes, le comité a tenu compte du fait que le nombre maximal de projets retenus pour une organisation membre était de 2, incluant l'éventuelle « récurrence » d'un projet déjà financé en 2007.

Compte-tenu des engagements précédents, validés par le Bureau, trois financements décidés en 2007 sont mis en place en 2008 : Gret / Brésil Haut-Xingu, Agir abcd / Mauritanie, MFR / Cambodge. Le comité consultatif a étudié successivement tous les projets et les a classés en trois sous-groupes :

- les projets financés sur ressources propres du CFSI, sur la base d'un dossier complet prenant en compte les questions ou réserves du comité ;

- les projets qui ne sont pas directement financés sur fonds propres du CFSI, mais seront inclus dans les demandes d'actions à financer par le fonds, sur la base d'un dossier complet prenant en compte les questions ou réserves du comité ;
- les projets qui ne répondent pas en l'état aux priorités du fonds et ne pourraient l'intégrer qu'à la condition d'une reformulation très importante.

Les projets retenus au financement sur l'enveloppe Agriculture et alimentation du CFSI pour 2008 ont été les suivants :

Porteur	Pays	Intitulé	Montant accordé
GRET	Cambodge	Promotion des produits locaux en IGP	12 500
Agrisud	Cambodge	Agriculture périurbaine et approvisionnement urbain	12 500
Essor	Mozambique	Agriculture périurbaine et urbaine à Maputo	12 500
Echoppe	Togo	Des semences pour la vie	12 500
Secours français populaire	El Salvador	Consolider l'autogestion des communautés paysannes	12 500
GRDR	Mali	Développement d'une activité maraîchère diversifiée et de qualité	10 000
AFDI	Burkina Faso	Conseil à l'exploitation familiale	12 500
AFDI	Burkina Faso	Commercialisation d'un riz de qualité	2 500
Geres	Niger	Femmes et égrenage mécanique du mil	12 500
Misola	Niger	Un meilleur accès à des compléments alimentaires	12 500
TOTAL			112 500 €

Programme Ville-Campagne au Togo

Ce projet porté par Echoppe en partenariat avec Echoppe Togo et l'Association Villages Entreprises (AVE) est soutenu par l'Union européenne et est mis en œuvre depuis janvier 2008. Il s'inscrit sur une durée de 4 ans.

Il vise à rapprocher l'offre des petits producteurs de maïs de la demande des femmes transformatrices de maïs et restauratrices de rue à Lomé grâce à un fonds de roulement. En 2008, un groupement comptant 52 femmes s'est constitué et a pu avoir accès à des petits prêts pour acheter le maïs. Elles remboursent ces prêts toutes les semaines en fonction d'un échéancier fixé à l'avance. Dans le même temps, les petits producteurs de maïs ont pu bénéficier d'un appui technique d'ingénieurs agronomes et d'une distribution de semences améliorées et d'intrants qu'ils remboursent en maïs.

Des rencontres ont eu lieu avec les représentants du groupement constitué de 268 paysans issus de 16 villages du Kloto, d'Agou, de l'Ogou et de l'Est Mono afin de choisir conjointement la qualité du maïs, d'en négocier le prix de vente et de planifier les livraisons.

Les premières commandes ont été livrées en novembre et des formations visant à valoriser les produits fabriqués par les femmes et à améliorer la qualité de service démarreront dès 2009.

Thématique Économie sociale et solidaire

Dans le cadre de l'Appel à initiatives Economie Sociale et Solidaire, 6 propositions de projets ont été présentées. Le montant total de l'enveloppe disponible s'élevait à 50 000 €. Après instruction, le comité consultatif a proposé au Bureau du CFSI que 5 projets soient soutenus. Au final, seuls les quatre projets présentés par le GRDR, ESSOR, Batik International et le GRET seront financés dans la mesure où Agrisud a finalement décidé de retirer son projet. Notons que les projets présentés par ESSOR et par le GRDR bénéficient d'un financement pluriannuel.

MEMBRE	PAYS	Intitulé	Budget total de l'action	Montant accordé
BATIK International	Vietnam	Minorités ethniques et artisanat – Province de Ha Giang	28 446 €	10 000 €
ESSOR	Brésil	Insertion sociale et économique des populations à faibles revenus dans la Paraíba au Brésil	101 563 €	10 000 € /an sur 3 ans soit 30 000 € au total
GRDR	Sénégal	Appui à l'entrepreneuriat féminin et économie locale – Sénégal oriental – 2008 -2010	27 616 €	19 841 € sur 2 ans soit 10 000 € la première année
GRET	Madagascar	Formation professionnelle des artisans – Madagascar (FormaVak)	45 100 €	10 000 €
				69 841 €

Programme Formavak à Madagascar

Ce programme mis en œuvre à Antsirabe entre avril 2005 et août 2008 avait pour objectif général de contribuer à développer durablement les savoirs-faires et les revenus des petits artisans en facilitant le rapprochement entre l'offre et la demande de formation professionnelle et l'accès des petits artisans à des formations adaptées à leurs besoins.

Entre avril 2005 et fin août 2008, **629 stages** et **6 454 tickets de formation** ont été vendus soit une moyenne de 10 personnes par stage. En troisième année, 173 stages ont été proposés et 1 883 personnes formées dans 9 filières différentes.

En 2008, Formavak a été géré par l'antenne locale du GRET qui a maintenu son soutien au dispositif après août 2008.

Thématique société civile et participation

Convention programme SCP

L'appel à initiatives 2008

L'appel à initiatives s'inscrit dans le cadre de la convention programme « Société civile et participation » concernant l'accompagnement d'initiatives d'appui aux organisations de la société civile du Sud – programme d'actions, d'échanges et de capitalisation. La convention, cofinancée par le MAEE, couvre les années 2006 à 2009. Elle permet la mise en place d'un **dispositif d'appui aux organisations membres et à leurs partenaires** et de capitalisation des pratiques.

Le dispositif de la convention programme se proposait initialement de soutenir deux types d'attentes :

- l'accompagnement de l'évolution stratégique d'une organisation membre dans ses relations partenariales, prise en charge depuis fin 2007 par la création au sein de Coordination Sud du FRIO (Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel) ;
- la contribution au renforcement institutionnel et/ou organisationnel d'une structure partenaire ou d'un réseau de structures partenaires en vue de participer aux politiques publiques.

L'objectif général de ces soutiens vise une contribution effective des acteurs de la société civile à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques de développement.

2 appels à initiatives ont été lancés en 2008 (février et juillet) avec un accent particulier porté sur les 3 champs sectoriels suivants :

- les politiques publiques relatives à l'agriculture ;
- les politiques publiques relatives à la formation professionnelle et à l'emploi ;
- les politiques publiques relatives à la prise en charge de l'enfance et de la jeunesse.

10 projets ont été soutenus en 2008 (voir pages suivantes)

Organisation responsable	Pays	Partenaire local	Intitulé	Résultats attendus/ obtenus	Montant
ECHOPPE	Togo	Echoppe Togo, AVE	Organisation professionnelle des restauratrices de rue à Lomé	<p>Préservation de l'activité économique des femmes et émancipation sociale par la valorisation sociétale de leur métier,</p> <p>Au niveau des pouvoirs publics et des décideurs institutionnels, la prise en compte du rôle de la restauration de rue dans la mise en œuvre des politiques publiques de développement, notamment comme moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'accès à une activité économique pour les femmes les plus défavorisées et donc comme moyen de lutte contre la pauvreté, - de renforcement des consommations locales comme outil de souveraineté alimentaire, - d'amélioration de la santé publique par l'amélioration des pratiques d'hygiène alimentaire. 	34 507 €
GRET	Sénégal	ENDA GRAF Sahel Les plateformes du Forum Kurukan Fugan	Renforcer les capacités de plaider des OP des MPE Agroalimentaires	<p>Les initiatives non formelles de formation professionnelle sont identifiées et au moins 3 initiatives sont capitalisées.</p> <p>Un partenariat entre les différents acteurs de la formation professionnelle est développé afin d'initier un continuum éducation-formation professionnelle et insertion.</p> <p>Les politiques sont sensibilisés à la problématique de la formation professionnelle informelle et s'engagent à mieux la prendre en compte</p>	39 972 €

Organisation responsable	Pays	Partenaire local	Intitulé	Résultats attendus/ obtenus	Montant
ESSOR	Brésil		Amélioration des processus de qualification et d'insertion professionnelle dans la Paraíba	Réalisation du diagnostic des politiques publiques dans le domaine de la qualification et de l'insertion professionnelle Réalisation d'ateliers de discussion sur les politiques publiques et identification des synergies pour augmenter leur efficacité Formations pour les ONG locales aux techniques de plaidoyer et aux actions en réseau Séminaire de discussion intersectoriel sur les politiques publiques de formation et d'insertion professionnelle des jeunes et adultes.	43 900 €
GERES	Mali / Cambodge	ONG local, AMEDD, ICD, IIED	Développement durable des agro-carburants	1/ Cambodge : réalisation des outils de vulgarisation, Mali : Méthodologie et diagnostic effectué, diagnostic sur 4 projets réalisés. 2/ Extension de l'activité de plaidoyer au Mali.	66 950 € 8 513 €
AFDI	Burkina Faso	Confédération paysanne du Faso, Organisation professionnelle agricole faitière regroupant huit fédérations, principalement organisées en filières de production.	Confédération paysanne du Faso et filière Oignon	Renforcement des capacités d'analyse et des capacités stratégiques des leaders ; Progression de la cohésion et de la concertation entre les OP et de leurs capacités de mobilisation; Développement d'une communication efficace entre les organisations paysannes ; Elaboration de propositions pour une amélioration des conditions de commercialisation de l'oignon.	26 610 €

Organisation responsable	Pays	Partenaire local	Intitulé	Résultats attendus/ obtenus	Montant
GRDR	Sénégal	<p>Agence Régionale de Développement (ARD) de Tambacounda, l'Inspection Régionale des Eaux et Forêts (IREF), la Brigade des Puits et</p> <p>Forages (BPF) de Goudiry, le Service Régional de l'Hydraulique, le Service Régionale de la</p> <p>Planification, l'Agence Autonome des Travaux Routiers (AATR), l'Inspection</p> <p>Départementale de l'Education Nationale (IDEN), la Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta (SAED).</p>	Renforcement du Groupement d'Intérêt Communautaire de Bakel	<p>Renforcement des compétences du GIC :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les élus locaux membres du conseil du GIC maîtrisent mieux l'intercommunalité et le partagent avec leurs conseils ruraux respectifs. -Le GIC exploite de manière optimale les opportunités que lui offre l'intercommunalité et promeut le développement du département de Bakel. -Le GIC définit clairement ses axes de collaboration et de coopération qui répondent à ses besoins techniques et financiers. -Le GIC développe ses partenariats et les gère de manière optimale et sans complexe. <p>Formation des conseils ruraux membres du GIC à la maîtrise de leurs rôles et responsabilités :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les membres des 13 conseils ruraux maîtrisent leur statut, le fonctionnement et le rôle du conseil rural et de ses commissions. -Les conseils ruraux du département de Bakel fonctionnent correctement et rendent compte à la population. -Un climat de confiance règne entre les élus locaux et la population. -Les conseils ruraux perçoivent l'utilité et l'apport que peut avoir le GIC dans leurs communautés rurales. -Les conseils ruraux délèguent au GIC toutes les actions de développement dépassant leur territoire communautaire (changement d'échelle). -Les chefs de village perçoivent mieux leur rôle et responsabilité dans le recouvrement de la taxe rurale ; -Le taux de recouvrement de la taxe rurale augmente de 30 à 40 % par rapport à la première année du projet. 	15 000 €
CGT	Océan Indien	FISEMA, CTTC, CSTOI, CTM.	Processus d'appui au renforcement du mouvement syndical de l'océan indien dans les processus d'intégrations régionales	Sélectionné en 2008, démarrage en 2009.	27 005 €

Organisation responsable	Pays	Partenaire local	Intitulé	Résultats attendus/ obtenus	Montant
ESSOR	Mozambique	Trimoder	Appui à la mise en place d'un réseau d'acteurs intervenant sur les problématiques des jeunes et adolescents sur la ville de Beira	<p>20 organisations identifiées</p> <p>10 ont intégré la plate forme</p> <p>Un séminaire a eu lieu avec une dizaine d'associations et les organismes publics et représentants de la société civile pour la définition de la plate-forme</p> <p>Plate-forme de 10 associations, constituée</p> <p>Une rencontre tous les mois des représentants pour les échanges d'expériences</p> <p>3 évènements de mobilisation des jeunes organisés : 650 participants</p> <p>Formations réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vie associative : 25 personnes - planification et gestion financière : 20 personnes - leadership : 10 personnes - journalisme communautaire 2 jours : 12 personnes <p>Organisation de 3 manifestations festives et éducatives le 25 décembre, le 14 février et le 8 mars.</p> <p>Matériel éducatif conçu et disponible au niveau des associations</p>	38 875 €
GRET	Madagascar	CITE	Renforcement des capacités du Cite à la mise en place de plates-formes de concertation locales public-privé	Sélectionné en 2008, démarrage en 2009.	40 000 €

Séminaire 2008

Le séminaire international des 12 et 13 juin 2008 a proposé une mise en débat des pratiques autour de 3 enjeux qui semblent transversaux aux pratiques des membres du CFSI et des parties prenantes des PCPA :

- **devenir un interlocuteur reconnu** : soutenir les stratégies de renforcements et d'alliances pour participer différemment aux politiques de développement ;
- **garantir les services aux populations** : accompagner les pratiques du tiers secteur aux côtés des acteurs publics et privés dans la définition de politiques publiques plus justes ;
- **travailler à l'échelle territoriale** : contribuer à l'obtention de résultats locaux pour une contribution ultérieure à l'échelle nationale.

3.2 Montage d'actions mobilisatrices

Thématique agriculture et alimentation

Programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique subsaharienne » en partenariat avec la Fondation de France.

Suite aux décisions prises en conseil de direction, des démarches ont été menées auprès de bailleurs publics et privés pour constituer un fonds de concours agriculture et alimentation mieux doté financièrement et à caractère pluriannuel.

Ces démarches ont abouti à la mise en place d'un programme commun à la Fondation de France et au CFSI, orienté vers l'Afrique subsaharienne et favorisant des initiatives innovantes et des pratiques d'échanges et de mises en réseau des acteurs.

Les objectifs spécifiques de ce programme sont :

- soutenir des initiatives visant l'amélioration de la production agricole familiale et durable, de sa transformation et de sa commercialisation ;
- appuyer des organisations paysannes en mesure de développer des services communs à l'agriculture, de représenter leurs membres et de participer aux débats avec les autorités publiques ;
- favoriser la mise en réseau et les échanges de pratiques entre acteurs, ainsi que le dialogue pluri acteurs (entre agriculteurs, consommateurs, ONG d'appui, chercheurs, etc.) en vue de renforcer durablement l'agriculture familiale.

Dans ce cadre, le programme agriculture familiale en Afrique apportera un appui financier pour :

- des projets de terrain mis en œuvre en Afrique subsaharienne innovants, visant l'amélioration de la production agricole, de sa transformation et de sa mise en marché et respectant une série de critères ;
- des projets visant la formation, en particulier en direction des jeunes et des femmes, ainsi que le renforcement des organisations de paysans ;
- des actions de mise en réseau, d'échange et d'accompagnement du dialogue entre acteurs.

L'année 2009 sera une année pilote pendant laquelle un appel à projets sera lancé doté de 310 000 euros. Une évaluation en fin d'année jugera de l'opportunité de passer à un programme pluriannuel.

Thématique économie sociale et solidaire

Programme de formation professionnelle et d'insertion des jeunes FISONG / AFD

En réponse à l'Appel lancé par l'AFD en janvier 2008, une proposition de projet a été déposée au printemps 2008 et a été acceptée. Toutefois, s'il avait été initialement proposé que le projet soit mis en œuvre au Mozambique par ESSOR, à Madagascar et en Mauritanie par le GRET, l'Ambassade de France à Madagascar n'a pas validé cette proposition. Au final, l'action sera donc développée au Mozambique et en Mauritanie et le CFSI interviendra sur le volet capitalisation. Fin 2008, les négociations sur la convention se poursuivaient avec l'AFD.

Thématique société civile et participation

Programme concerté pluri acteurs en Algérie

La phase pilote du programme a été clôturée fin mai 2008 et le programme a été lancé dans la foulée, à l'issue de l'Assemblée Générale qui a réuni à Oran 49 membres algériens et 32 membres français, parmi lesquels, des associations et des collectivités locales. Ces 81 membres ont élu leurs représentants au comité de pilotage du programme composé de 5 représentants algériens et de 3 représentants français auxquels s'ajoutent les 3 membres de droit que sont le SCAC (Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France), les autorités algériennes et le CFSI en tant que chef de file. Au total, le comité de pilotage s'est réuni 5 fois au cours de l'année.

En 2008, la cellule de coordination a été renforcée et est désormais composée d'une coordinatrice, d'une assistance de coordination, d'un responsable administratif et financier et de deux chargés de suivi.

Cette année a également été marquée par le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt en juillet 2008 dans le cadre du Fonds d'Appel à Projet (FAP) destiné à des associations ayant déjà une solide expérience en gestion de projets. Au total, 16 intentions de projets ont été déposées dans ce cadre dont 12 ont été jugées éligibles aux deux appels à projets qui ont été lancés en septembre et novembre 2008. Au total, 7 projets ont été déposés dans le cadre de l'appel à projets 1 et 14 projets dans le cadre de l'appel 2. Sur les 21 projets présentés, 14 ont obtenu le soutien du Programme et 9 projets sont mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat algéro-français.

En outre, dans le cadre du Fonds d'Appui aux Initiatives Locales, deux appels à destination de petites associations ou de groupes de jeunes ont été lancés à Constantine et Oran. Sur les 23 propositions reçues, 10 ont été retenues.

Par ailleurs, le recueil intitulé « Associations algériennes – Des parcours et des expériences » a été publié et est désormais consultable sur le site Internet du programme : <http://www.pcpalgerie.org/>.

Programme concerté pluri acteurs au Congo

Le programme concerté pluri acteurs (PCPA) au Congo fait suite à une étude préalable réalisée en 2007 et au programme « Dialogue citoyen » mis en œuvre de 2004 à 2007 dans le cadre de la convention programme « Société civile et participation ».

Le PCPA a démarré formellement en janvier 2008 et se terminera courant 2012. Le budget global pour ces 4 années est de 3 031 685 € dont 75 % de cofinancement MAEE jusqu'en juin 2010 pour la phase pilote.

La mise en œuvre du PCPA Congo s'articule autour de trois objectifs :

- renforcer l'efficacité et la crédibilité des OSC congolaises en tenant compte de leur diversité ;
- renforcer les dynamiques collectives au sein de la société civile congolaise ;
- contribuer à l'amélioration du dialogue entre pouvoirs publics et société civile.

L'année 2008 a permis la mise en place de la gouvernance et de la cellule exécutive du programme.

L'assemblée constitutive du programme s'est tenue en mai à Brazzaville. Elle a réuni une soixantaine d'OSC congolaises, 3 ministères congolais (ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, ministère de la Santé, des Affaires sociales et de la Famille et ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire) et une dizaine d'organisations françaises dont les principales sont : l'Assemblée des Départements de France, le DEFAP, la CGT, Juristes Solidarité, l'École pour la paix, Syfia International et Auteuil international.

Cette première assemblée a permis d'élire les membres du comité de pilotage, d'adopter la charte et le règlement du programme. Le comité de pilotage s'est réuni 3 fois en 2008.

La cellule exécutive s'est peu à peu mise en place par le recrutement d'une coordinatrice du programme, d'un responsable formation animation et d'un logisticien. Les deux autres postes (Responsable administratif et financier et Chargé de communication ont été pourvus en 2009).

Ce programme dispose d'un Service d'appui aux projets (SAP) qui a été lancé le 1^{er} décembre 2008. C'est un outil qui permet d'accompagner les OSC adhérentes au PCPA dans la mise en œuvre de leurs projets, de leur identification à leur capitalisation. Le SAP est mis en œuvre par le Gret (Groupe de recherche et d'échanges technologiques) par l'intermédiaire de 6 animateurs (1 par région d'intervention et 2 sur Brazzaville).

Les travaux du SAP en 2008 ont consisté :

- à organiser des ateliers d'information-formation pour les animateurs ;
- à recenser les OSC désireuses d'accéder en 2009 aux fonds d'appui suite au lancement d'un appel à manifestation d'intérêt ;
- à identifier leurs besoins en appui.

Partenariat avec le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG)

Le **CNOSCG** (Conseil national des organisations de la société civile guinéenne) et le **CFSI** (Comité français pour la solidarité internationale) ont décidé de coopérer dans leur domaine commun de la participation effective de la société civile aux politiques publiques.

Ce partenariat s'est concrétisé en 2008 par une réflexion conjointe pour définir un projet ayant pour objectif de **développer les activités en réseau** entre tous les démembrés du CNOSCG. Il devrait avoir pour résultats une **meilleure connaissance** mutuelle des enjeux et priorités, du local au national, une **augmentation des échanges** sur les pratiques, ainsi que le **développement d'activités coopératives** entre les membres.

Un tel projet s'inscrit de façon évidente dans la durée, de façon à produire les effets attendus d'ici **trois ans**. Il est cofinancé par l'Ambassade de France à Conakry à hauteur de 100 000 € par an.

La phase opérationnelle de ce projet a démarré en 2009.

4 SERVICES COMMUNS

4.1 Vie associative

En 2008, le CFSI a poursuivi la mise en œuvre de la décision visant à élargir le tour de table du CFSI pour qu'il corresponde davantage à la réalité de ses trois axes de travail (agriculture et alimentation, économie sociale et solidaire, société civile et participation) et de ses modalités d'action (coopération, mobilisation de l'opinion publique et éducation au développement, plaidoyer et campagne). Début 2008, deux nouvelles organisations ont été agréées comme organisations membres par le Conseil de direction : Cap Solidarités et Elevage sans Frontières. Durant l'année 2008, deux organisations ont quitté le CFSI : AVSF et l'OICD.

Les cinq réunions du conseil de direction ont été pour la plupart préparées par le bureau. Les thèmes privilégiés de débat ont été les suivants :

Conseil de direction	Thèmes majeurs
Janvier 2008	Campagne ALIMENTERRE Mise en place du comité consultatif destiné à sélectionner les projets soutenus par le CFSI suite aux appels à initiatives
Avril 2008	Information sur les programmes de coopération Stratégie marketing 2008
Mai 2008	Arrêté des comptes et préparation de l'assemblée générale Validation du texte de positionnement de la campagne ALIMENTERRE
Septembre 2008	Stratégie agriculture et alimentation Situation financière
Décembre 2008	Mise en place du fonds agriculture et alimentation avec la Fondation de France Présentation du budget 2009

Par ailleurs, en tant qu'adhérent direct de Coordination Sud, le CFSI a maintenu un niveau important de relations avec cette fédération nationale des ONG françaises.

Le CFSI est également membre du F3E et au niveau européen d'Eurostep, réseau d'organisations européennes travaillant en particulier sur les questions liées aux politiques européennes de développement.

4.2 Administration et finances

Ce service commun fonctionne sous la responsabilité de Anne-Françoise Taisne. Elle a été assistée par Véronique Ancelin (comptable) et Jamila Kiram (assistante administrative en contrat à durée déterminée en remplacement d'une salariée en congé parental). Ce secteur a été renforcé fin octobre 2008 avec l'embauche de Saskia Arndt, chargé de suivi des conventions et des financements.

4.3 Marketing direct

Une progression de la collecte

Les résultats de la collecte sont en progression de 4 % en montant (607 K€ à 631 K€). Par contre, le nombre de dons a diminué de 9 %, baisse s'expliquant essentiellement par une diminution du nombre de dons issus de la prospection, cette opération n'ayant démarré pour des raisons budgétaires que fin 2008.

Les activités de marketing direct se déclinent en trois sous activités :

- la fidélisation ;
- la réactivation d'anciens donateurs ;
- la prospection de nouveaux donateurs.

Les actions de fidélisation

Les actions de fidélisation concernent la relance de donateurs actifs qui reçoivent 4 mailings durant l'année.

Les opérations de fidélisation représentent 91 % des montants collectés. Parmi les principaux résultats de l'année, on note :

- une progression des recettes issues des mailings de fidélisation avec une progression de 33 % du nombre de dons et de 34 % des montants ;
- une augmentation du nombre de personnes prélevées (+ 15 % soit 1 492 prélevés contre 1 300 en 2008) et une augmentation des montants prélevés (+ 16 %) : les prélèvements représentent 28 % des montants collectés ;
- une diminution des autres recettes issues de la fidélisation (dons arrivés sans bulletin de soutien, dons issus des mailings des années antérieures).

La réactivation de donateurs

La « réactivation » de donateurs vise à solliciter d'anciens donateurs par des actions de télé-marketing réalisées avec l'aide d'un prestataire extérieur. En 2008 cette opération a été concluante puisqu'elle a permis de réactiver près de 600 donateurs.

La prospection

Les opérations de prospection en 2008 se sont concrétisées par le démarrage d'une nouvelle opération de prospection. Durant l'année 2008, le CFSI a recruté plus de 800 nouveaux donateurs.

... dont les résultats doivent être poursuivis en 2009

En dépit d'un contexte économique difficile, le CFSI mettra en œuvre une stratégie visant à fidéliser les donateurs actifs, encourager les dons par prélèvement et finaliser l'opération de prospection.

4.4 AGREMENT DU COMITE DE LA CHARTE

Le CFSI est adhérent au Comité de la Charte. L'agrément a été reconduit par la Commission d'agrément et de surveillance au printemps 2008.

4.5 Actions et outils de communication

Informations vers les organisations membres

Lettre électronique

« La lettre aux membres » : l'actualité du CFSI à destination de ses membres. Trois envois ont été faits en 2008 : mars, octobre et décembre

Informations vers les donateurs et sympathisants

Lettres électroniques

« Regardons vers le Sud »

Toute l'actualité des projets de terrain, avec appel au don. Quatre envois sont programmés sur l'année (mars, juillet, octobre, décembre) à une base de 700 adresses mail.

« Contre la faim, changeons les règles »

Toute l'actualité des actions de promotion du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire (publications, éducation au développement, plaidoyer). Quatre envois par an (mars, juillet, octobre, décembre) à une base de 5 000 adresses mail.

Courrier aux donateurs

Ce courrier comprend un bulletin d'information sur les projets en cours, accompagné d'un courrier d'appel au don. Trois envois ont été faits en 2008 :



Courrier du CFSI
mars 2008
4 pages – 6 000 ex



Courrier du CFSI
sept.08 *
8 pages - 15 000 ex



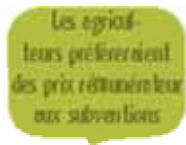
Courrier du CFSI
nov. 08
4 pages – 15 000 ex

* Ce numéro inclut les comptes 2007 et était accompagné d'un questionnaire (« Mieux vous connaître pour mieux vous informer »).

Site Internet

Régulièrement actualisé, le site Internet a permis d'informer les sympathisants et donateurs sur les différents projets soutenus par le CFSI, plusieurs d'entre eux ayant été mis en avant au fil de l'année (au Cambodge, au Togo).

Afin de dynamiser le site et de le rendre plus attractif, des animations ont été créées pour mettre en exergue certaines informations (vœux, appel aux dons, morceaux choisis des débats du festival de films ALIMENTERRE). Un effort particulier a été fait pour valoriser les ressources documentaires : refonte de la rubrique, animation, mise en ligne des publications sur *Calaméo*, un site de partage.



Les égyptiens préfèrent des prix rémunérateurs aux subventions

Animation : morceaux choisis des débats du festival de films ALIMENTERRE



Animation : Appel aux dons



Mini-lecteur *Calaméo* exporté sur le site Internet

En 2008, les connexions au site Internet du CFSI sont en progression de 25 % par rapport à 2007. Les pics de fréquentation correspondent nettement à la campagne et au festival de films ALIMENTERRE. En tête des téléchargements, les ressources pédagogiques drainent également beaucoup de visites. La rubrique « Qui sommes-nous ? » et ses sous-rubriques sont parmi les plus visitées.

Avec une moyenne à peine supérieure à 100 visiteurs par jour, le CFSI souffre cependant d'un manque de notoriété. C'est pourquoi il a été décidé d'investir des réseaux sociaux (Ammado, Facebook) et des sites de partage (Calaméo mais aussi YouTube, DailyMotion)

Autres actions de communication



Insertion de la présentation du CFSI dans le Guide des legs et donations destiné aux notaires



Dépliant en appui de l'opération de prospection octobre 2008 – 4 pages - 21 000 ex

Communication vers les médias

Communiqués de presse

Huit communiqués ont été adressés à une sélection ciblée du fichier presse en 2008 :

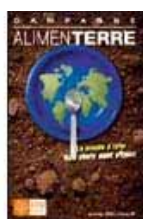
- 25/01/08 Le HCCI décerne au CFSI le prix 2007 de l'information du public sur la coopération internationale pour le développement pour son programme ALIMENTERRE

- 15/04/08 L'agriculture est malade : soignons la PAC.
- 23/04/08 Crise alimentaire - Une solution durable : produire et consommer local
- 25/04/08 8e quinzaine du commerce équitable - Produire, transformer, consommer autrement : au Sud et au Nord, l'envers et l'endroit d'une même logique de développement
- 18/06/08 APE : le CFSI remet une pétition au gouvernement - Mobilisation pour la souveraineté alimentaire

Campagne ALIMENTERRE

Supports PRINT

Outils de communication



Dépliant de campagne
3 volets – 30 000 ex



Affiche de campagne
personnalisable – 40x60 –
3 000 ex



Badge ALIMENTERRE
40 000 ex

Festival de films ALIMENTERRE



Programme 3 volets –
25 000 ex



Flyer 10x21 cm
personnalisable – 36 000 ex



Affichette A3 personnalisable
– 3 500 ex

Outils d'information et d'éducation au développement

Supports à destination des pôles et relais et partenaires de la campagne



Manuel de campagne



Enquête sur les modes de production et de transformation alternatifs en France – 300 ex



Etude de l'impact de la hausse des cours du lait et des produits laitiers sur les producteurs et les consommateurs (Niger, Sénégal, France & Pologne)

Supports d'information et de sensibilisation



Recueil d'outils d'éducation au développement – 6 000 ex



Recueil de témoignages + marque-page – 12 120 ex



Appel de Luxembourg pour des politiques européennes cohérentes – 1 700 ex



Programme du débat du 16 octobre



Compte-rendu des débats du 16 octobre – 250 ex



Compte-rendu des débats du Festival de films ALIMENTERRE – 500 ex

Exposition ALIMENTERRE Des paysans contre la faim



Déclinaisons des documents de communication (100 affiches et 1 000 cartes postales) pour les villes de Riom (63), Prades-le-Lez (34)

Supports WEB

Site Internet du CFSI

Pour plus de cohérence et de synergie entre la campagne et le festival, entre l'éducation au développement et le plaidoyer, différentes rubriques ont été fusionnées en une seule rubrique **ALIMENTERRE**, se divisant ainsi :

- la campagne 2008 ;
- le festival de films ;
- documentation ;
- soutiens ;
- précédentes campagnes ;
- appel de Luxembourg.

Tous les supports édités dans le cadre de la campagne ont été mis en ligne, les visiteurs ne souhaitant pas télécharger les documents ont la possibilité de commander une version papier.

Pour annoncer les différentes manifestations organisées dans le cadre de la campagne et du festival, un agenda a été créé. Il permet en outre d'avoir une vision globale de tous les événements organisés. En 2008, près d'un visiteur sur deux a consulté l'agenda.

Enfin, un module de quiz a été mis en ligne et sera pleinement opérationnel pour la campagne 2009.

E-mailing

Toujours dans un double souci d'harmonisation de la communication et d'accompagnement des pôles et relais, une trame d'e-mailing a été créée pour chaque soirée du festival de films. A partir de ce modèle, les organisateurs du festival ont pu annoncer facilement les séances à leurs réseaux.



ALIMENTERRE sur le site Agenda ALIMENTERRE Internet du CFSI



Emailing festival de films ALIMENTERRE

Relations presse

Sollicitation des services d'un prestataire extérieur, Terre Majeure, chargé du rewriting du dossier de presse de la campagne et de suivi des relations presse. Dans ce cadre, envoi de trois communiqués :

- 12/09/08 Festival de films ALIMENT**TERRE**
- 16/09/08 Programme de la journée de débat organisée à Paris le 16/10/2008
- 14/10/08 Crise alimentaire et crise financière : 2 poids / 2 mesures

Un partenariat avec le journal Politis a en outre été conclu pour la promotion de la séance parisienne du Festival de films ALIMENT**TERRE**.

Résultat : une très nette progression des retombées presse en terme quantitatif (+235 %) se décomposant ainsi : 234 articles de presse, 150 articles sur Internet et Newsletters, 10 passages radio et TV. Sur le plan qualitatif, on notera une cinquantaine d'articles de fond dont la parution d'une tribune signée de Jean-Louis Vielajus le 22/10/08 dans Libération.

5 PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2009

Campagne ALIMENTERRE

Le projet ALIMENTERRE a fait l'objet d'un cofinancement de la Commission européenne entre 2005 et 2008. L'année 2009 va ainsi être une année de transition, avant l'obtention espérée d'un nouveau financement sur 2010-2012. La campagne 2009 conservera le thème général « Produire, transformer et consommer autrement » tout en revenant à ses origines, à savoir expliquer les causes économiques de la faim dans le monde, dans un contexte de crise mondiale inédit. Le Festival de films proposera une toute nouvelle programmation, en quatre séances thématiques, plus une séance spéciale dédiée aux scolaires. Compte-tenu de la mobilisation requise de la part des organisateurs pour le succès de cette opération, l'édition 2009 est un nouveau pari à relever.

Le CFSI va renforcer son action en faveur de la cohérence des politiques européennes pour le développement en ciblant les candidats puis les élus français au Parlement européen. Les Assemblées parlementaires paritaires Union européenne – pays ACP (APP UE-ACP), qui se réunissent 2 fois par an (2009 : Prague et Luanda), figureront parmi ses priorités pour ses actions de plaidoyer.

Le CFSI va développer ses alliances au niveau européen afin de donner plus d'impact à ses actions de plaidoyer : partenariat avec SOS Faim, identification de partenaires potentiels au sein d'EUROSTEP (la coordination européenne dont est membre le CFSI)...

Dans ce même but, le CFSI va consolider ses partenariats avec des organisations polonaises et les accompagner dans la mise en place des premières actions de plaidoyer et d'éducation au développement réalisées en Pologne sur les causes de la faim dans le monde (« Nuit pour l'Afrique » à Varsovie avec, au programme, des débats, des projections de films et des concerts ; conférence avec des responsables politiques polonais et des représentants d'associations africaines). Par ailleurs le CFSI et 3 associations polonaises vont élaborer un projet commun pour la période 2010-2012, en vue d'une demande de financement auprès de l'Union Européenne.

Enfin, le CFSI va participer au projet piloté par SOS Faim visant au renforcement des capacités de plaidoyer des plates-formes d'organisations paysannes du Burkina-Faso, Mali, Niger et Sénégal, en faveur de l'agriculture familiale et de la souveraineté alimentaire. Cela se traduira principalement par des collaborations lors des APP UE-ACP.

Programme Médiatiser la face invisible du développement

Le travail de diffusion de ces films auprès du public sera majoritairement réalisé en 2009. Le passage du film de Jean-Michel Rodrigó sur une chaîne publique type France 5 est notamment prévu. Les deux autres films seront davantage utilisés dans des circuits associatifs.

Enfin un premier séminaire sera organisé en juin 2009, réunissant un public essentiellement professionnel. Il traitera de la mobilisation de la société civile du Sud en faveur du développement et de la médiatisation de ces actions, en particulier par le biais du film documentaire.

Les programmes thématiques

Agriculture et alimentation

La crise de l'accès à l'alimentation, en 2007 et 2008, a constitué un fort moteur de changement dans les politiques publiques et d'aide au développement. Un consensus s'établit progressivement sur la nécessité de faire moins dépendre des échanges commerciaux internatio-

naux l'alimentation des populations des pays pauvres. Il conduit à donner désormais une plus grande priorité aux agricultures des PED.

Il reste toutefois de grandes divergences sur la question fondamentale suivante : quelle agriculture soutenir ? L'option du CFSI et de ses membres reste très claire et consiste à soutenir en priorité une agriculture familiale, axée sur l'approvisionnement des marchés locaux, ayant des atouts réels en matière de viabilité et de durabilité.

Les activités de l'année 2009 viseront à faire partager plus largement cette vision dans les sphères de la coopération et de la solidarité internationale et renforcer le soutien à des organisations de producteurs ou productrices du Sud et à leurs actions.

Les actions conduites dans ce sens seront les suivantes :

- conduire, en partenariat avec la Fondation de France, la mise en place d'un Fonds d'appui à l'agriculture à l'alimentation, financé conjointement par la Fondation de France et le CFSI, ce fonds ayant une part réservée aux initiatives des organisations membres du CFSI ;
- mettre en œuvre, en partenariat avec Cités Unies France, membre du CFSI, une étude sur les pratiques existantes d'appui à ce secteur par les collectivités territoriales françaises, dans le cadre de la coopération décentralisée et identifier des pistes concrètes pour le renforcement de leurs actions pour les années à venir ;
- valoriser et faire mieux connaître une série de projets « exemplaires » en matière d'agriculture et d'alimentation, montrant ainsi les changements possibles et les résultats effectifs liés au soutien à l'agriculture familiale ;
- se rapprocher de bailleurs de fonds privés ou publics, pour envisager avec eux la mise en place d'un fonds d'appui destiné à des projets de taille intermédiaire et d'une durée d'au moins trois ans, de façon à avoir un impact durable.

Économie sociale et solidaire

La facilité de financement, pour les membres du CFSI, de projets relevant de cette thématique, sera maintenue en 2009. Le CFSI poursuivra avec Échoppe la mise en œuvre du projet d'échanges producteurs/restauratrices au Togo, dans le cadre du programme européen obtenu début 2008.

Par ailleurs, depuis 2002, le CFSI a soutenu des projets, lancé des études et provoqué des rencontres sur la question cruciale de la formation professionnelle et de l'insertion des jeunes (FPIJ). Cette ligne d'action se poursuivra en 2009 avec, en particulier, le démarrage prévu du programme FPIJ obtenu auprès de l'Agence française de développement (Facilité d'innovation des ONG), en consortium avec ESSOR (Mozambique) et le GRET (Mauritanie)

L'axe transversal « société civile et participation » (SCP)

Produit d'un long débat à l'assemblée générale de 2003, cet axe de travail s'est imposé comme un élément transversal très important pour le CFSI et ses membres.

Une convention programme, opérationnelle à la fin de l'année 2004, a permis de soutenir l'évolution stratégique des membres dans leurs rapports aux partenaires du Sud. Cette convention se terminera au début 2010. Pour 2009, les activités d'appui aux actions des membres dans ce champ ont été renforcées (plus de projets soutenues, pour un montant moyen plus élevé). D'autre part, dans la perspective d'une négociation d'une nouvelle convention avec l'AFD, une évaluation des orientations et des activités de la convention sera réalisée durant le second semestre de l'année 2009. Cette évaluation devra rendre compte auprès des différentes parties prenantes des résultats du programme ; mesurer comment ce programme a permis d'avancer individuellement et également collectivement en participant à la structuration identitaire du CFSI ; et permettre, à travers le processus d'évaluation et au regard de ses résultats, de nourrir les travaux collectifs de préparation de la future convention programme.

Les programmes concertés pluri acteurs lancés en Algérie en 2007 (phase pilote) et au Congo en 2008, prendront leur « vitesse de croisière » et se poursuivront en 2010. Dans cette perspective de 2010, une attention sera portée, lors du second semestre de 2009, à faire mieux connaître les PCPA aux membres du CFSI, préparant ainsi une implication plus forte de certains d'entre eux pour 2010 et 2011.

Enfin, le projet d'appui au Conseil national des organisations de la société civile de Guinée (CNOSCG) démarre en 2009, soutenu par l'ambassade de France à Conakry, dans un contexte politique difficile après le décès de l'ancien président de la République de Guinée. Ce projet « Du local au national, favoriser la mise en réseau des acteurs du CNOSCG », devrait s'avérer mobilisateur pour un certain nombre de membres du CFSI concernés par ce pays, notamment AFDI, CGT, GRET.